

Dossier Grande Bretagne Episode 1



Un pays en crise sociétale

La mise en évidence d'une situation récurrente de pauvreté passe par l'étude de cas. L'exemple de la ville de Manchester illustre bien la manière dont les anciennes cités industrielles du Royaume Uni ont basculé dans un état récurrent de pauvreté qui est devenu au fil du temps un non-événement. Quelques statistiques en soulignent l'importance : en 2023, 47,9% des enfants (18 ans et moins) de Manchester vivent dans la pauvreté¹. 45,7% des enfants de la ville sont éligibles aux repas de cantine gratuits contre 23,8% dans le reste du pays. Ce phénomène mêlant pauvreté et dépendance ne se limite pas aux repas des enfants de Manchester. Il est le signe d'un déclin économique et sociétal affectant de nombreux territoires au Royaume-Uni.

À la fois pauvres et dépendantes des aides publiques (en espèce comme en nature), ces régions en déshérence sont en déclin, sous le regard du pouvoir politique. Le pouvoir politique ne consacre ses ressources qu'aux régions les plus prometteuses, délaissant celles qui le sont moins. Liverpool est d'ailleurs le symbole de ce « déclin contrôlé ».

Divers hauts-cadres conservateurs des années 1980 ont vivement encouragé Margaret Thatcher à laisser couler Liverpool², à la suite des émeutes de Toxteth de 1981.³ Ces territoires délaissés sont les théâtres d'émeutes depuis les années 1980, et le sont toujours en 2024. Il est très probable que cet abandon ait permis, entretenu et favorisé les violences exercées en réaction aux bouleversements affectant le fonctionnement de la société britannique.

L'aveuglement de certains politiques français sur le modèle britannique

Cet état de fait rompt drastiquement avec les discours promouvant le modèle britannique. Parmi les apologistes de ce dernier figurent des personnalités politiques issues de la droite française, à l'instar de Nicolas Sarkozy et de Jean-Marie Bockel. Dans un discours du 26 mars 2008, le premier déclarait, devant les Chambres des Communes et des Lords : « *Vous êtes devenus pour nous un modèle, une référence, et nous devons nous inspirer de ce que vous avez su faire, quelle que soit la couleur de vos gouvernements, ces vingt ou trente dernières années* ». Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'Etat dans le gouvernement Fillon II et ancien maire de Mulhouse, se revendique « blairiste » en 2007. Certaines personnalités politiques de la gauche, telles que Zaki Laïdi et Ségolène Royale se sont aussi montrées favorables au blairisme. Mais c'est aussi le cas dans certains milieux souverainistes favorables au « Frexit » qui mettent en avant la bonne santé économique de la Grande Bretagne.

Régulièrement en France, des personnalités telles que David Lisnard, président des maires de France et libéral acharné, font l'éloge de Margaret Thatcher, et plaident pour des politiques de déréglementations. Pléthore de médias ont également mis en valeur le « pragmatisme » et la « flexibilité du travail » du marché du travail du Royaume-Uni, souvent comparé au modèle français, dont est soulignée la « rigidité ». Enfin, des think tanks libéraux tels que *Open Europe* critiquent le modèle français, pour lui préférer le modèle flexible britannique. Ces acteurs, lorsqu'ils évoquent le modèle britannique, ne mentionnent que peu, voire pas, la déshérence des territoires britanniques.

¹ Rapport d'information du conseil de la ville de Manchester City, *How is Manchester addressing the impact of disadvantage on educational outcomes for our children and young people?* 9 octobre 2024.

² « Thatcher urged 'let Liverpool decline' after 1981 riots », *BBC News*, 30 décembre 2011.

³ « *Nous ne devons pas dépenser toutes nos ressources limitées à essayer de faire couler l'eau vers le haut* », Sir Geoffrey Howe, Chancelier britannique en 1981.

Considérant ces faits, il convient de se demander comment le pays berceau de l'industrialisation, ex-première puissance économique mondiale, a vu nombre de ses régions sombrer en déshérence, au point que celles-ci dépendent des dispositifs publics pour survivre.

Comment se manifeste la crise sociétale dans ces territoires en déshérence ?

Le Royaume-Uni est confronté à un problème croissant d'inégalités territoriales, qui se traduit par un fossé grandissant entre le Sud prospère et le Nord en difficulté, ainsi que par le déclin de nombreuses petites villes.

Inégalités territoriales croissantes en Angleterre

Les inégalités de productivité deviennent des phénomènes de plus en plus marqués en Angleterre. En particulier, un fossé économique s'est creusé entre le Nord et le Sud du pays, avec des différences importantes de PIB par habitant. Ces disparités, plus prononcées que dans d'autres grandes économies industrialisées, génèrent un sentiment croissant de frustration et de mécontentement qui influence à la fois les dynamiques politiques et économiques du pays. Ces disparités se traduisent par des taux de pauvreté plus élevés dans le Nord. Le Sud-Est de l'Angleterre affiche le salaire annuel moyen le plus élevé à £31,800, tandis que le Nord-Est se situe en bas de l'échelle avec £26,959⁴. Cette différence de près de £5,000 par an illustre clairement le fossé économique entre ces régions.

Dans son étude intitulée « *Perceptions de l'inégalité régionale et géographie du mécontentement : Perspectives du Royaume-Uni*⁵ », l'auteur examine si le Royaume-Uni présente des niveaux d'inégalité interrégionale particulièrement élevés ou si ces inégalités sont plutôt comparables à celles observées dans d'autres pays. À la lumière des récents débats publics au Royaume-Uni, l'analyse repose sur une comparaison des données britanniques à l'aide de 28 indicateurs différents, dans le contexte de 30 pays membres de l'OCDE. Cette étude montre que les résidents des régions prospères, comme le Sud-Est de l'Angleterre, ont souvent une vision du monde et des perspectives d'avenir significativement différentes de celles des habitants du Nord, où les conditions économiques sont moins favorables. La concentration des activités économiques et des opportunités à Londres et dans le Sud-Est a exacerbé les inégalités de richesses entre les régions. Cela se traduit par des écarts importants de salaires, des différences de recrutement et une accumulation de capital beaucoup plus marquée dans le Sud, au détriment du Nord. Le revenu moyen d'un ménage à Londres ou dans le Sud-Est est presque 1,5 fois plus élevé que celui d'un ménage du Nord-Est⁶. Et cela malgré quelques initiatives de revitalisation dans des villes comme Manchester ou Liverpool⁷.

Un autre facteur aggravant est la précarité des emplois dans le Nord, où de nombreuses personnes occupent des emplois mal rémunérés et instables. Bien que le coût de la vie, notamment les prix de l'immobilier, soit plus élevé dans les villes prospères du Sud, ces dernières offrent une plus grande diversité d'opportunités d'emploi et de croissance. Le Sud-Est de l'Angleterre et Londres concentrent le plus grand nombre d'opportunités d'emploi, souvent les

⁴ « Salaire moyen au Royaume-Uni », Timeular, 2024.

⁵ Philip McCann, « UK Regional Inequality Debates », UK2070, 2019.

⁶ François Dufresne, « Royaume-Uni : riche sud, pauvre nord », Alternatives Économiques, 2020.

⁷ Centre Charles Péguy, *Les principaux bassins d'emploi britanniques*, 2008.

mieux rémunérées⁸. Cette concentration est renforcée par la présence de secteurs à haute valeur ajoutée, comme la technologie à Cambridge, surnommée « Silicon Fen »⁹. En revanche, les régions du Nord, où l'offre d'emplois qualifiés et bien rémunérée est limitée, voient leurs habitants confrontés à une stagnation des salaires et une fuite des diplômés, ce qui empêche l'essor économique local. La fuite des cerveaux est une réalité pour les régions du Nord. Le phénomène touche particulièrement les diplômés des grandes écoles et des universités, ainsi que les titulaires de doctorats¹⁰. Ces jeunes qualifiés sont attirés par les opportunités offertes dans le Sud de l'Angleterre ou à l'étranger, notamment dans les pays anglo-saxons. Cette situation renforce la fracture Nord-Sud, car l'accès restreint à des opportunités d'emploi de qualité dans le Nord conduit à des salaires plus bas et à une moindre accumulation de richesses dans ces régions.

L'inégalité des richesses est également exacerbée par la hausse des prix de l'immobilier, principalement dans le Sud. Ces augmentations entraînent des conséquences particulièrement lourdes pour les résidents des régions moins prospères, où l'accès à la propriété devient de plus en plus difficile. Les différences de prix entre les régions agissent comme des barrières à la mobilité sociale, empêchant les individus des zones les moins favorisées de profiter des opportunités offertes par les régions plus riches. À Londres, les prix des logements ont augmenté de 17% entre 1998 et 1999, contre seulement 6 à 7% dans les régions du Nord¹¹. Cette géographie de l'inégalité contribue à aggraver la fracture Nord-Sud et à restreindre les possibilités d'ascension sociale pour ceux qui vivent dans les régions les plus pauvres.

Ces disparités économiques génèrent des répercussions politiques notables. La participation électorale au Royaume-Uni, influencée par des facteurs tels que le revenu, l'éducation et l'accès à la propriété, reflète de plus en plus les inégalités économiques. Cela peut engendrer une représentation politique déformée, où les intérêts des populations plus riches, principalement concentrées dans le Sud, sont davantage pris en compte que ceux des habitants des régions défavorisées. Ce phénomène a contribué à un changement dans la politique britannique, où les clivages traditionnels basés sur les classes sociales ont été partiellement remplacés par des questions culturelles et identitaires, souvent liées à des préoccupations régionales. Ce changement pourrait compliquer les efforts pour réduire les inégalités économiques, en donnant priorité aux différends culturels au détriment des actions visant à lutter contre les disparités économiques. La question de la « communauté » joue également un rôle dans la réponse aux inégalités.

Un rapport du think tank *Fairness Foundation* met en garde contre une hausse sans précédent des inégalités sociales au Royaume-Uni au cours des cinq prochaines années¹². Ce rapport s'inquiète que les écarts en termes de revenus, d'éducation, de santé et de logement ne se creusent, ce qui pourrait profiter à l'extrême droite dans les urnes aux prochaines élections.

⁸ « Le marché de l'emploi au Royaume-Uni », *Expat.com*, 2023.

⁹ Centre Charles Péguy, *Les principaux bassins d'emploi britanniques*, 2008.

¹⁰ Sénat, *Rapport d'information fait au nom de la commission des finances sur l'économie des régions britanniques*, 1999.

¹¹ François Dufresne, « Royaume-Uni : riche sud, pauvre nord », *Alternatives Économiques*, 2020.

¹² « Royaume-Uni : un rapport redoute une hausse des inégalités dans les cinq prochaines années », *BFMTV*, 2024.

Londres et quelques autres villes du Sud-Est ont capté la majeure partie de la croissance économique au cours des dernières décennies. Cette concentration des ressources a réduit les possibilités de croissance dans d'autres régions, particulièrement dans le Nord, qui continue de lutter contre des problèmes économiques persistants. La faible présence d'emplois qualifiés et bien rémunérés dans ces zones a conduit à un cercle vicieux de bas salaires et de précarité, freinant ainsi l'essor économique et la mobilité sociale.

Où sont les territoires en déshérence au Royaume-Uni ?

Pour déterminer où se trouvent les territoires en déshérence au Royaume-Uni, l'indice de privation multiple est un bon outil kaléidoscopique d'analyse. Ce dernier est basé sur des données administratives telles que le revenu, l'emploi, l'éducation, la santé, la criminalité, l'environnement et les barrières au logement et aux services publics dans les quatre nations du Royaume-Uni : Angleterre¹³, Pays de Galles¹⁴, Écosse¹⁵ et Irlande du nord¹⁶. À l'aide de cet indice, les territoires britanniques les plus démunis sont aisément identifiables.

L'écosystème économique de la région nord-ouest de l'Angleterre a pu prospérer au XIXe siècle grâce à l'activité portuaire et aux industries manufacturières, textile et touristique. Liverpool, pilier du commerce britannique a décliné avec la conteneurisation et la perte des colonies. Manchester, Burnely et Blackburn, centres du textile mondial, n'ont pas réussi à survivre à la concurrence asiatique après 1945. Knowsley, dont l'industrie était diversifiée mais toujours dépendante de sa voisine Liverpool, a vu son économie s'effondrer après les années 1960.

La destruction du tissu économique a laissé des territoires à l'abandon, qui font désormais partie des plus démunis d'Angleterre. En 2022, environ 32.7 % des ménages de Liverpool sont dans une situation de pauvreté d'après l'Office for National Statistics notamment dans les quartiers de Chinatown, Saint James & Georgian Quarter, Hampton Street, Baltic Triangle¹⁷. À Birmingham en 2019, 22% de la population de la ville avait des revenus si faibles, que la ville s'est positionnée à la 7^e place en matière de pauvreté au Royaume-Uni¹⁸. Au nord-ouest, à Manchester, les zones sud, est et nord de la ville concentrent une moyenne de 32% de ménages pauvres. 38% des ménages vivent dans la pauvreté dans les quartiers de Longsight East & West, Victoria Park, Fallowfield Central¹⁹. Dans les plus petites villes en périphérie, à Knowsley près de Liverpool, on estime qu'en 2022, un résident sur quatre vit dans une forme de pauvreté de revenu²⁰. Au nord-est, 58.8% des ménages de Blackburn with Darwen ont au moins un problème lié à la pauvreté (revenu, logement, formation, santé). Ces chiffres atteignent entre 70% et 75% des ménages dans les quartiers de Audley, Central Blackburn, Little Harwood²¹. La ville de Burnley détient le

¹³ Centre for Data Research and Collaboration, *Index of Multiple Deprivation (IMD)*, CDRC Data, 2019.

¹⁴ Office for National Statistics, *Household deprivation in any dimension: 2021 Census*, 2021.

¹⁵ Scottish Index of Multiple Deprivation (SIMD), *Scottish Index of Multiple Deprivation*, carte interactive, 2020.

¹⁶ Assembly Research and Information Service, *Multiple Deprivation in Northern Ireland: Latest Results*, Assembly Research Matters, 26 juin 2018.

¹⁷ Dan Haygarth, « Most and least deprived areas in Merseyside mapped », *Liverpool Echo*, 9 décembre 2022.

¹⁸ Joe Forte, « Birmingham's 18 poorest neighbourhoods based on income deprivation, including Castle Vale & Aston », *BirminghamWorld*, 31 janvier 2024.

¹⁹ Sophie Halle-Richards, « Map of Manchester shows where the most deprived places are... and how our city is changing », *Manchester Evening News*, 4 décembre 2022.

²⁰ Lisa Rand, « Stark reality of Knowsley's health inequalities revealed », *Liverpool Echo*, 15 juillet 2022.

²¹ « Deprived areas of Blackburn and Darwen, according to the census », *Lancashire Telegraph*, 2023.

triste record de la ville avec le plus de morts pour des motifs respiratoires à cause de la cigarette. De fait, l'addiction à la nicotine est très souvent corrélée à la pauvreté²². Enfin, à Blackpool, 61.8% des ménages de Blackpool ont au moins un problème ayant un lien avec la pauvreté (santé, éducation, revenu, logement). La pauvreté est principalement concentrée dans les quartiers de South Promenade, Little Layton, Little Carleton, Central Blackpool²³.

Dans le nord-est de l'Angleterre et la région de Yorkshire-et-Humber, les villes de Hartlepool, Middlesbrough et Kingston upon Hull ont prospéré grâce à une économie fondée sur l'industrie lourde (sidérurgie, construction navale), le commerce maritime et la pêche. Le déclin industriel des années 1960, marqué par la surpêche, la baisse de la demande en charbon, acier, et navires, a détruit cet équilibre régional autrefois intégré. Désormais, Middlesbrough est en bas de tous les classements en matière de pauvreté. Ses habitants la décrivent comme une « ville fantôme sans vrais emplois²⁴ ». Quant à Hartlepool, la ville s'est fait connaître dans la presse nationale en 2024 car un directeur de lycée local a acheté 10 000 matelas à ses étudiants. Il a constaté que ces derniers faisaient partie du million d'enfants britanniques qui dormaient sur le sol ou partageaient leur lit à cause des problèmes de logement²⁵. Concernant Kingston upon Hull, la ville de 250 000 habitants est classée comme la pire ville d'Angleterre en matière de services publics essentiels et se classe avant-dernier en termes de niveau scolaire²⁶.

Au Pays de Galles, les zones où la concentration des facteurs de pauvreté est la plus forte se trouvent dans le sud. D'une part, à l'intérieur des grandes villes comme Cardiff et Newport, mais également dans les territoires des vallées du Sud, localisés juste au nord de ces dernières. La pauvreté y est beaucoup plus généralisée avec deux territoires particulièrement touchés par la pauvreté : Merthyr Tydfil et Blaenau Gwent^{27 28}.

Les deux grandes villes côtières de Cardiff et Newport ont prospéré grâce à leurs activités industrialo-portuaires, notamment l'exportation de charbon et la production d'acier. Cependant, le déclin des industries minières et sidérurgiques, accentué par l'automatisation des infrastructures portuaires et la fermeture des usines à partir des années 1970, a marqué la fin de leur essor économique. Ce déclin industriel a profondément affecté les docks, les usines et les quartiers ouvriers des deux villes. À Cardiff, environ 82% des ménages sont concernés par un des vecteurs de la pauvreté dans les quartiers de Splott, Trowbridge et Rummey. À l'intérieur de la ville, au nord-ouest, ce sont les quartiers de Caerau, Ely et Canton qui concentrent le plus de pauvreté avec une moyenne d'environ 74% des ménages qui entrent dans au moins une catégorie de la pauvreté²⁹. Quant à Newport, la ville présentait la proportion la plus élevée (24.2%) des petites zones classées comme défavorisées. À titre d'exemple, les quartiers de

²² Andrew Dowdeswell, « Burnley has one of the highest respiratory death rates in England », *Burnley Express*, 11 juillet 2024.

²³ « England's most deprived areas named as Jaywick and Blackpool », *BBC News*, 26 septembre 2019.

²⁴ Naomi Corrigan, « Unsafe, frustrated and forgotten: The stark realities facing Middlesbrough's most deprived families », *Teesside Live*, 19 mai 2024.

²⁵ « UK poverty: How the cost of living is hitting different regions », *BBC News*, 2024.

²⁶ Felicity Thistlethwaite, « Not good news: THIS Yorkshire city revealed as 'most deprived place in England », *Express*, 22 octobre 2016.

²⁷ « Most deprived areas of Wales mapped », *Wales Online*, 2023.

²⁸ « Poverty and Social Exclusion in Wales », *Wales Centre for Public Policy*, 2022.

²⁹ Office for National Statistics, *Household deprivation: Census 2021 data for households not deprived in any dimension*, étude de sondage, 2021.

Bettws au nord et du Pillwengly dans le centre ont en moyenne entre 75 et 80 % des ménages qui sont dans une situation de pauvreté³⁰.

L'hinterland de Cardiff et Newport au nord a lui aussi subi un profond déclin industriel. En effet, dans les vallées du sud du Pays de Galles, Merthyr Tydfil et Blaenau Gwent ont souffert de la fermeture des mines de charbon et de l'arrêt de l'activité des aciéries, dès la première moitié du XXe siècle. À 39 kilomètres au nord de Cardiff, Merthyr Tydfil, est la ville avec la proportion la plus élevée de zones classées parmi les 10% les plus défavorisées en matière de revenu, d'emploi et de logement³¹. Contrairement aux autres territoires, Merthyr Tydfil s'est désindustrialisée entre 1829 et 1910 à cause de la perte de compétitivité des aciéries locales. En 1932, 80% des hommes de Merthyr Tydfil étaient au chômage. Même après la Seconde Guerre mondiale, les mesures de l'État britannique n'ont pas réussi à corriger le déclin de la ville, dont les ménages ont le ratio des quatre facteurs de pauvreté le plus élevé du Pays de Galles aux côtés de Cardiff et Newport³².

En ce qui concerne Blaenau Gwent, le territoire présente la proportion la plus élevée de zones parmi les 50% les plus défavorisées du Pays de Galles avec 85.1% de ses petites zones appartenant à cette catégorie³³. Tout comme Newport, Blaenau Gwent a décliné à mesure que les mines de charbon et les aciéries ont fermé dans les années 1970-1980. L'aciérie d'Ebbw Vale qui employait 14 000 personnes, a fermé en 2002, ce qui a privé les résidents d'emplois bien rémunérés. Aujourd'hui, le revenu moyen des résidents est inférieur de 64 £ par semaine par rapport au salaire du travailleur britannique moyen³⁴.

En Irlande du Nord, le dernier recensement des indices multiples de la pauvreté en 2017 montre une disparité géographique nette lorsque l'on regarde les dix territoires concentrant le plus de pauvreté. Nous pouvons distinguer certains quartiers de la capitale Belfast ainsi que le district de Derry & Strabane au nord-ouest.

Belfast dominait les secteurs des chantiers navals, des usines de corde et de textile de lin au XIXe siècle. Le déclin de la capitale de l'Ulster commence après la Première Guerre mondiale, avec la montée de la production de coton. Le phénomène s'aggrave dans les années 1960-1970, avec le recul des industries lourdes et l'instabilité de la période des *Troubles* (1968-1998). Depuis les années 1970, environ 100 000 emplois industriels ont disparu dans la ville³⁵. Les quartiers nord de Belfast, à prédominance catholique, concentrent pauvreté, maladies chroniques, suicides (29.7 pour 100 000 habitants en 2018) et échec scolaire (48% sans diplôme GCSE, équivalent bac). L'activité criminelle y est élevée. On y dénombre 45 incidents antisociaux pour 1000 habitants.³⁶ Au nord-ouest de Belfast, dans le district de Derry & Strabane, l'industrie textile prospérait du XIXe siècle jusqu'aux années 1920 avec 18 000 emplois. Cependant, la concurrence asiatique a

³⁰ Sion Barry, « Newport city market and ICC economy: A revival story », Wales Online, 25 avril 2022.

³¹ « Poverty and social exclusion in Wales: Updated September 2022 », Wales Centre for Public Policy, septembre 2022.

³² « Wales' most deprived areas revealed », *BBC News*, 2 novembre 2022.

³³ « Poverty and social exclusion in Wales: Updated September 2022 », Wales Centre for Public Policy, septembre 2022.

³⁴ Eleanor Langford, « Broken Britain: Blaenau Gwent most deprived constituency in Wales », PoliticsHome, 14 novembre 2022.

³⁵ « Community in Transition: Ardoyne », *Co-operation Ireland*, juin 2022.

³⁶ Ben Collins, « Derry and Strabane: Riots and deprivation in Northern Ireland post-Good Friday Agreement », Open Democracy, 14 novembre 2022.

décimé le tissu industriel de la région³⁷. Les *Troubles* ont aggravé le déclin économique, Strabane étant devenu la ville la plus bombardée d'Europe proportionnellement à sa taille. En 2023, 27 % des pauvres nord-irlandais vivent dans ce district, où plus de 50 % des jeunes connaissent la pauvreté, et le chômage reste le plus élevé de l'Ulster. Près de 36 % des résidents subissent une privation extrême de revenus, tandis que 21 % souffrent de privation en matière de santé. En 2023, 37,1% des femmes et 28,3% des hommes du district n'avaient ni emploi ni formation en 2022. Le taux de chômage y est le plus élevé de toute l'Ulster³⁸.

Les territoires écossais en déshérence se situent principalement dans le sud et en particulier dans le sud-ouest du pays, à savoir, la « *Central Belt* » qui comprend Glasgow et sa périphérie.

La plus grande ville d'Écosse, Glasgow, surnommée la « seconde ville de l'empire », fut un des moteurs industriels du Royaume-Uni aux XIXe et XXe siècles grâce aux industries de construction navale, sidérurgie et textile. Son économie s'est effritée après la Seconde Guerre mondiale, dans les années 1960-1970, en raison de la concurrence japonaise, allemande et coréenne. Aujourd'hui, elle concentre le plus de pauvreté en Écosse notamment dans deux anciens quartiers ouvriers de sa périphérie : North Banalack & Easterhouse South et Cartyne West & Haghill. En 2022, 35 % des ménages de North Barnalack & Easterhouse South avaient des problèmes de revenus (contre 19 % en moyenne à Glasgow) et 25 % souffraient de problèmes d'emploi. 7% des jeunes de 16 à 19 ans ne sont ni employés, ni en formation contre 9% pour le reste de la ville³⁹. La zone de Carntyne West & Haghill, classée deuxième zone la plus démunie d'Écosse, affiche une espérance de vie féminine inférieure de 9 ans aux quartiers riches, ainsi qu'un taux de criminalité qui y est quatorze fois supérieur. Un tiers des habitants de la zone est touché par des troubles mentaux graves⁴⁰.

Les comtés périphériques de Glasgow dans la *Central Belt* ont vu leur tissu économique se dégrader après 1945. Le comté de Inverclyde, historiquement centré sur la construction navale et le raffinage de sucre, a décliné avec la fermeture de la raffinerie de Greenock en 1997. Le Renfrewshire, dont l'essor a été permis grâce aux industries textile et métallurgique, n'a jamais su se relever de la concurrence internationale à bas coût. La fermeture de l'usine automobile de Linwood en 1981 en est un exemple. Dans les années 1960-1970, les emplois industriels se sont effondrés dans le Lanarkshire avec la fermeture des mines de charbon et des aciéries. Entre 1951 et 2022, le nombre d'actifs dans l'industrie est passé de 53.1% à 7.2%⁴¹. Enfin, le West Dunbartonshire et les comtés d'Ayrshire et de Clackmannanshire, naguère moteurs de la construction navale, de la sidérurgie et du textile, ont souffert des mêmes maux que le reste du Royaume-Uni dans ces secteurs. Dans le comté de Inverclyde, l'ancienne ville industrielle de Greenock, à proximité de Port Glasgow, a été classée ville la plus démunie d'Écosse, prenant la succession des quartiers de Paisley. Tous les indicateurs de pauvreté y sont les plus bas du pays⁴².

³⁷ Ben Collins, « Derry and Strabane: Riots and deprivation in Northern Ireland post-Good Friday Agreement », Open Democracy, 14 novembre 2022.

³⁸ « Derry and Strabane area has highest poverty rates of all NI councils », Derry Journal, 7 mai 2021.

³⁹ Easterhouse Housing and Regeneration Alliance, « Living and Working in Easterhouse: Digital Spreads », Wellhouse Housing Association, mars 2022.

⁴⁰ Kirsty McKenzie, « Community orchard brings optimism to Glasgow's Haghill amid poverty », The Scottish Sun, 14 août 2017.

⁴¹ « Living and working in Lanarkshire: A History Study Report », Glasgow Caledonian University, consulté en décembre 2024.

⁴² « Greenock town centre named Scotland's most deprived area », The Herald Scotland, 29 janvier 2020.

Au sud-ouest de Glasgow, le comté de Renfrewshire, le quartier de Ferguslie Park dans la ville de Paisley est classé troisième zone la plus démunie d'Écosse. En 2016, 62 % des habitants étaient classés comme privés d'emplois et de revenus. En matière de santé, la population présentait un des pires résultats d'Écosse avec des maladies cardiaques et des AVC déclenchés dans la quarantaine et la cinquantaine, par opposition aux zones les plus riches où ces problèmes surviennent vers la soixantaine⁴³. Dans le comté du Lanarkshire au nord, la ville de Cliftonville a été classée huitième territoire le plus démunie du pays. Le niveau d'emploi est le troisième plus bas d'Écosse⁴⁴. Au sud du Lanarkshire, Hamilton est la ville qui concentre le plus de pauvreté. Certains de ses quartiers comme Whitehill, Burnbank et Hillhouse, sont parmi les 10% des territoires écossais les plus défavorisés⁴⁵. Plus amont du fleuve Clyde, à l'ouest de Glasgow, le comté du West Dunbartonshire est classé en quatrième position de pauvreté au niveau régional après Inverclyde, Glasgow et l'est de Ayrshire⁴⁶. En 2020, 40% du West Dunbartonshire présentait des niveaux élevés de privation. Les villes de Castlehill et Denniston sont classées dans le top cinq des zones les plus défavorisées d'Écosse⁴⁷.

Concernant les territoires démunis des comtés de la *Central Belt* plus éloignés de Glasgow, les quartiers de Ayr North Harbour et de Wallace Town dans le Ayrshire du sud ainsi que ceux de Kilmarnock sont classés dans les 5% les plus défavorisés de l'Écosse⁴⁸. Environ un quart des enfants des deux comtés vivent dans la pauvreté⁴⁹. Enfin le comté de Clackmannanshire au sud-est du pays a pu se développer grâce aux industries minière et textile, ainsi qu'aux distilleries. À l'instar des régions du Royaume-Uni, ces secteurs ont considérablement décliné à cause de la concurrence étrangère. Les quartiers sud et est de la ville d'Alloa sont classés comme les territoires les plus démunis d'Écosse⁵⁰.

Les conséquences sociétales de l'abandon des territoires les plus démunis du Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, la réaction sociétale dans les territoires en déshérence a été de nature identitaire et criminelle.

Outre sa désindustrialisation, un des phénomènes les plus évidents qui a changé la société britannique depuis 1945 est sa composition ethnico-religieuse, liée à l'immigration non-anglo-saxonne. Si la réalité d'une Grande-Bretagne multiethnique et multiculturelle était déjà une réalité dans les années 1970, cela était loin d'être universellement accepté. La vieille immigration irlandaise, ainsi que les populations du vieux *Commonwealth* (Canada, Nouvelle-Zélande, Australie), le plus souvent d'origine britannique, a progressivement laissé place à un nouveau type d'immigration dans les années 1960 en provenance d'Inde, du Pakistan et des Antilles. D'après le recensement de 1981, 2,2 millions de personnes au Royaume-Uni provenaient du nouveau *Commonwealth*, 31% d'Inde, 25% des Antilles et 13% du Pakistan. Ces nouvelles

⁴³ « Scotland's most deprived areas revealed », BBC News, 31 août 2016.

⁴⁴ « Scotland's poorest areas exposed in Glasgow and beyond », BBC News, 28 janvier 2020.

⁴⁵ Andrew Bargh, "Most deprived area in Airdrie and Coatbridge revealed », Daily Record, 7 septembre 2016.

⁴⁶ Andrew Bargh, "Scottish Index of Multiple Deprivation reveals extent of poverty in Monklands », Daily Record, 8 septembre 2016.

⁴⁷ « West Dunbartonshire one of worst in Scotland for deprivation », Daily Record, 4 février 2020.

⁴⁸ Deprivation figures shock Ayrshire communities », Daily Record, 5 février 2020.

⁴⁹ East Ayrshire Council, "Scottish Index of Multiple Deprivation 2020: Analysis Report », East Ayrshire Council, 11 mars 2020.

⁵⁰ « Parts of Alloa among most deprived areas in Scotland », Alloa Advertiser, 30 janvier 2020.

populations résidaient dans les grands centres urbains, dont plus de la moitié dans le grand Londres.

Une des premières formes de contestation de ce changement était le discours du parlementaire conservateur Enoch Powell en 1968 sur les « *Rivières de Sang* », qui appelait à stopper l'immigration de peur d'une submersion incontrôlable d'ici les années 1990. D'après les sondages de l'époque, il est estimé qu'entre deux tiers et quatre-cinquième de la population britannique était d'accord avec le discours très controversé d'Enoch Powell dès son expression⁵¹. Quelques jours après son discours, des manifestations de soutien au discours d'Enoch Powell ont eu lieu à Londres et Wolverhampton. Les manifestants étaient des dockers, des ouvriers et des porteurs de viande appartenant pour beaucoup à des syndicats affiliés au parti travailliste⁵².

L'approche pacifique du mécontentement d'une partie de la classe ouvrière non-immigrée est devenue violente de manière sporadique dans les territoires en déshérence. Les causes de ces affrontements proviennent en partie du ressentiment lié à la compétition sociale pour les aides sociales, l'emploi et le logement, ainsi que par crainte identitaire envers ce qui est étranger à leur culture de naissance sur leur territoire. Ces actes de violence ont parfois été déclenchés et accompagnés par des mouvements d'extrême-droite traditionnels comme le *British National Party* et le *National Front*, fermement hostiles à l'immigration par idéologie raciste et xénophobe. Le premier épisode violent d'ampleur de cette ampleur a eu lieu dans la périphérie de Manchester à Oldham du 26 au 28 mai 2001. La région et la ville en particulier concentraient des taux de privation (logement, revenu), qui lui ont valu le titre de « ville la plus défavorisée d'Angleterre » en 2016⁵³. À partir des années 1960, des populations d'Asie du Sud, notamment des Pakistanais, ont immigré dans la ville et se sont regroupées sur le mode communautaire sans se mélanger avec la population locale. Le taux de mariage interethnique est de moins de 1% et toutes les écoles primaires et secondaires sont ségréguées entre les populations britanniques autochtones et les nouveaux arrivants du sous-continent indien et leurs descendants. Une altercation de rue entre un jeune britannique « blanc » et un britannique d'origine pakistanaise a dégénéré en affrontement généralisé dans toute la ville, opposant les deux groupes de population et générant des destructions dans la ville, qui a requis une intervention de la police. Des altercations avec le même niveau de violence et pour les mêmes motifs ont eu lieu par la suite près de Oldham dans le Lancashire à Burnley, puis à Bradford dans le Yorkshire de l'ouest pendant l'été 2001.

La remise en cause de la paix civile par la régression identitaire de la population de ces territoires n'a pas provoqué de réelle prise de conscience auprès du politique britannique, qui n'a pas agi afin d'enrayer le mouvement. Entre le 30 juillet et le 5 août 2024, une deuxième explosion de violence entre britanniques autochtones et britanniques immigrés dans plusieurs territoires du Royaume-Uni, a démontré que l'hostilité à l'immigration et au multiculturalisme s'est davantage radicalisée.

Le 29 juillet 2024, un Britannique fils de réfugiés rwandais né au Royaume-Uni et de religion chrétienne, a poignardé trois enfants et blessé huit autres à Southport. Des groupes d'extrême-

⁵¹ Richard Davis, « Britain in crisis (1970-1979) », Presse Universitaire de France, Paris, 2016, p.134-135.

⁵² Richard Norton-Taylor, « A clear class divide: how wealth in the UK is becoming more concentrated », The Guardian, 1er janvier 1999.

⁵³« Oldham ranked as most deprived town in Greater Manchester », BBC News, 31 mars 2016.

droite, indépendants ou proches de Tommy Robinson, ont propagé la rumeur sur les réseaux sociaux que l'auteur de ce crime était un musulman demandeur d'asile. Pendant les sept jours qui ont suivi l'attaque, des émeutes violentes ont été perpétrées par des britanniques principalement « blancs », dont certains avaient des antécédents criminels⁵⁴[4], contre la police, des mosquées, des hôtels hébergeant des demandeurs d'asile, et des commerces détenus par des immigrés. Cette brutalité semi-organisée a conduit à l'arrestation de plus de 200 personnes à travers le pays, et de nombreux policiers, manifestants, et passants ont été blessés.

Les éruptions de violence contre les immigrés ont eu lieu dans une trentaine de territoires en Angleterre et en Irlande du nord. Sept de ces territoires étaient dans le top dix des territoires les plus défavorisés du Royaume-Uni d'après l'indice de pauvreté (privation), à savoir : Middlesbrough, Blackpool, Liverpool, Hartlepool, Hull, Manchester et Blackburn⁵⁵.

En Irlande du Nord, il y a eu des émeutes sur le modèle anglais à Belfast. Les émeutiers étaient à la fois des Britanniques catholiques d'origine irlandaise et à la fois des membres de groupes paramilitaires loyalistes protestants. Des attaques ont eu lieu contre des commerces et des voitures appartenant à des personnes d'origine immigrée dans le quartier de Sandy Row⁵⁶. Parallèlement, au Pays de Galles et en Écosse, il n'y a pas eu de réactions violentes reproduisant ce qu'il s'est passé dans le reste du Royaume-Uni. À Cardiff, une contre-manifestation opposée aux émeutiers a été organisée à l'annonce d'une éventuelle manifestation de groupes d'extrême droite⁵⁷. En Écosse, des manifestations pacifiques similaires ont eu lieu dans plusieurs villes du pays⁵⁸. Les émeutes d'hostilité aux populations immigrées et la politique d'immigration de 2001 et de 2024 dans les territoires défavorisés suggèrent que les positions identitaires se sont radicalisées à mesure que la pauvreté s'est accrue et que l'État britannique les a laissés à l'abandon. En parallèle, les émeutes ont démontré que des ghettos ethnico-religieux se sont formés entre les populations britanniques d'origines et celles d'origine immigrée, malgré plusieurs générations de vie au Royaume-Uni. Cela atteste de l'échec du modèle d'intégration britannique pour une partie de ses immigrés et descendants d'immigrés.

Outre les tensions identitaires, les territoires à l'abandon réunissent des taux importants de criminalité organisée (drogue, exploitation sexuelle, fraude financière, terrorisme, trafic d'armes et d'êtres humains).

En Angleterre, la région désindustrialisée du nord-ouest avait le taux le plus élevé de criminalité organisée grave en 2022 ⁵⁹. Plus largement, on observe en 2023 que sur les dix zones les plus criminogènes d'Angleterre, neuf se trouvent dans le nord et les Midlands avec une moyenne de 111.1 crimes pour 1000 personnes ⁶⁰. De surcroît, les réseaux de County Lines étaient particulièrement actifs dans les villes de Liverpool, Birmingham et Manchester, à travers lesquels des jeunes vulnérables sont exploités pour assurer le transport et la vente de stupéfiants. À titre

⁵⁴ « Britain's 1975 Referendum on EEC Membership: National Interest Adjourned? », Columbia London School of Economics, 2014.

⁵⁵ « The hidden reality of poverty in the UK », The Guardian, 25 août 2020.

⁵⁶ John Barry, « At the Front Line of Belfast's Week of Violence », New Lines Magazine, 14 août 2024.

⁵⁷ Conor Gogarty, « Demonstrators gather in Cardiff after reports of 'far-right protest' plan », WalesOnline, 3 août 2024.

⁵⁸ Wikipedia Contributors, « 2024 United Kingdom riots », Wikipedia.

⁵⁹ HM Inspectorate of Constabulary and Fire & Rescue Services, « Inspection of the Northwest regional response to serious and organised crime », HMICFRS, 2024.

⁶⁰ « Drugs and Crime Rates in the UK: Analysis by Region », CrimeRate.co.uk, 2024.

d'exemple, Liverpool était à l'origine de plus 501 lignes téléphoniques dédiées au trafic de drogue pour d'autres régions, un des chiffres les plus élevés du Royaume-Uni⁶¹. Au Pays de Galles, les territoires les plus criminogènes sont partagés entre les régions du nord proche du nord-ouest de l'Angleterre et les régions désindustrialisées des vallées du Sud.

Cardiff, Newport, Methyr Tydfil et Ebb Vale font partie des dix territoires avec le plus de crimes pour 1000 habitants du Pays de Galles^{62 63}. En Irlande du nord, en 2022-2023, les faits de criminalité grave, en partie liés aux groupes paramilitaires, sont localisés dans la partie nord de Belfast et à Derry⁶⁴. Par ailleurs, le district de Derry & Strabane ainsi que Belfast comptabilisaient respectivement 15 % et 40% des incidents criminels liés aux armes à feu^{65 66}. En Écosse, certains comtés où se trouvent les zones les plus démunies sont dans les dix régions les plus criminogènes du pays en 2023. Glasgow est le territoire le plus criminogène avec un taux de 1251 crimes pour 10 000 habitants. Dans le West Dunbartonshire, on comptabilise 1 100 crimes pour 10 000 habitants. Quant au North Lanarkshire et l'Iverclyde, les taux sont respectivement de 898 et 768 crimes pour 10 000 habitants. Dans les régions plus éloignées de Glasgow, à savoir, le Clackmannanshire et les comtés de l'Ayshire (est, nord, sud), le taux est en moyenne de 807 crimes pour 10 000 habitants⁶⁷.

Les conséquences politiques de l'abandon des territoires au Royaume-Uni (Angleterre et Pays de Galles)

Dans son ouvrage *The Road to Somewhere* (2017), David Goodhart oppose deux nouvelles catégories d'électeurs. D'une part, les « somewhere » qui sont attachés à leur territoire local avec une mode de vie traditionnel, et qui sont le plus souvent affectés par le déclin industriel et la réduction de la protection sociale. D'autre part, les « anywhere » qui sont une population mobile, éduquée, cosmopolite, qui vit dans les grandes métropoles et est généralement favorable au dépassement des États-nations souverains.

En Angleterre et au Pays de Galles, l'incapacité des partis travailliste et conservateur, à régler les problèmes dans les territoires désindustrialisés a ouvert un boulevard à l'émergence de partis « anti-système » à l'instar du parti UKIP de Nigel Farage⁶⁸. Ce dernier est parvenu à se nourrir des préoccupations de la population anglaise et galloise « somewhere » en matière d'immigration et de souveraineté nationale dès les années 2000, en s'opposant aux « anywhere ».

Depuis cette date, la montée des votes pour le parti dans les territoires pauvres du nord de l'Angleterre et des Vallées du sud du Pays de Galles, a contribué à l'avènement du Brexit en 2016⁶⁹.

⁶¹ Police and Crime Commissioner, « Tackling Drugs and Serious Crime: 2024 Strategy Report », PRGloo,2024.

⁶² « Wales Crime Map: An Overview of Criminal Activity by Region », Police UK, 2024.

⁶³ « The 25 Most Dangerous Areas of Wales », Zamfm.co.uk,2024.

⁶⁴ Maurice Fitzmaurice, "New figures reveal Northern Ireland's most deprived areas », Belfast Live, 25 novembre 2023.

⁶⁵ UK Parliament, « Report on Tackling Poverty and Deprivation in Northern Ireland », UK Parliament Publications, 2022.

⁶⁶ « Northern Ireland's most deprived areas mapped », BBC News, 20 janvier 2023.

⁶⁷ Churchill Support Services, « The Top 15 Most Dangerous Areas in Scotland (2024) », Churchill Support Services, consulté en décembre 2024.

⁶⁸ « The big divide that politicians ignore », The Independent, 20 janvier 2014.

⁶⁹ « The British Dream by David Goodhart », The Independent, 7 mai 2013.

Les populations des territoires désindustrialisés de ces deux nations britanniques, qui votent traditionnellement pour le parti travailliste, ont changé d'allégeance politique pour une partie d'entre elles. Lors du référendum de 2016 sur l'appartenance à l'UE, les régions du Nord de l'Angleterre et des Midlands ont voté à plus de 50% pour la sortie du Royaume-Uni⁷⁰. C'est un contraste notable avec les résultats du référendum de 1975 organisé par le gouvernement Edward Heath. Ces mêmes régions avaient voté à 50% pour rester dans le marché commun européen⁷¹. Les votes du Brexit se situent principalement dans les petites et moyennes villes du nord et des Midlands, mais également dans les districts pauvres des périphéries des grandes villes. Ces dernières ayant globalement voté contre le Brexit. En effet, à Manchester, les quartiers des zones nord et est, à savoir Wigan, Tameside et Dolam, sont les seules parties de la ville à avoir voté pour le Brexit⁷². Un constat similaire est dressable à Birmingham où les quartiers de Yardly, Northfield et Erdington ont voté pour la sortie de l'UE⁷³. À Liverpool, la ville de Knowsley, en banlieue, a voté pour la sortie⁷⁴.

Les élections générales de 2019, qui servent à élire les parlementaires à la Chambre des communes, ont été marquées par un changement de configuration pour les régions du Nord et des Midlands, surnommées « Red Wall » car on y votait en faveur du parti travailliste depuis des générations⁷⁵. Or, lors des élections de 2019 dans ces régions laissées à l'abandon, les Tories de Boris Johnson ont effectué une percée électorale significative, qui a continué jusqu'en 2021 lors des élections partielles de 2021. En effet, le bastion travailliste de Hartlepool est tombé entre les mains des conservateurs, alors que cette circonscription est une des plus pauvres d'Angleterre et avait voté pour le Brexit⁷⁶. Néanmoins, les promesses non tenues des conservateurs pour résoudre les problèmes relatifs à l'économie et à l'immigration ont permis au parti travailliste de reconquérir des circonscriptions perdues aux élections générales de 2024⁷⁷.

Au Pays de Galles, la situation est similaire au nord de l'Angleterre. Les électeurs des vallées du sud, où habite la classe ouvrière galloise, votent traditionnellement pour le parti travailliste. Cet hinterland de Cardiff et Newport a voté pour le Brexit lors du référendum de 2016, en raison du sentiment d'abandon, de la méfiance vis-à-vis de l'UE, et de l'hostilité envers les élites perçues comme déconnectées⁷⁸. Contrairement à l'Angleterre, le « Red Wall » des vallées du sud n'a pas été conquis par les conservateurs, puisque le parti travailliste l'emportait encore aux élections générales de 2019 et 2024. En revanche, on observe que le parti Reform UK de Nigel Farage, qui succède au parti UKIP, est arrivé en seconde place dans les circonscriptions des vallées du sud, où sont localisés les territoires les plus démunis du Pays de Galles⁷⁹.

⁷⁰ « Brexit: UK's richest regions vote to remain », BBC News, 24 juin 2016.

⁷¹ Columbia University, « Britain's 1975 Referendum on EEC Membership: National Interest Adjourned », World History Columbia, 1er janvier 2020.

⁷² « EU referendum: David Cameron says Britain's future is at stake », BBC News, 24 juin 2016.

⁷³ « EU Referendum: Birmingham votes Brexit by a whisker », BBC News, 24 juin 2016.

⁷⁴ « Dans la banlieue de Liverpool, les doutes grandissants des Britanniques sur le Brexit », Le Monde, 15 janvier 2019.

⁷⁵ « General election 2019: Labour leader Jeremy Corbyn speaks to BBC », BBC News, 12 décembre 2019.

⁷⁶ « Election results: Conservatives win Hartlepool by-election to claim seat from Labour for first time ever », Sky News, 7 mai 2021.

⁷⁷ « Conservatives' broken promises in northern England point to election wipeout », Reuters, 1er juillet 2024.

⁷⁸ Electoral Commission, « EU referendum results by region: Wales », 23 juin 2016.

⁷⁹ Senedd Research, « A closer look at the UK general election results in Wales », 15 décembre 2019.

Concernant l'Écosse et l'Irlande du nord, les situations se distinguent nettement de l'Angleterre et du Pays de Galles. De fait, les configurations politiques et identitaires sont différentes pour les deux pays. En Écosse, Glasgow et les régions de l'ouest, surnommés Central Belt et « *Tartan Wall* », ont longtemps voté pour le parti travailliste. Toutefois, depuis le référendum sur l'indépendance de l'Écosse en 2014, le Scottish National Party (SNP) a été largement plébiscité au cours des élections générales d'Écosse de 2015 au détriment du parti travailliste⁸⁰. Ainsi, le SNP a joué le rôle de parti « antisystème » contre les partis conservateurs et travaillistes traditionnels, en capitalisant sur un sentiment de différence culturelle et politique par rapport à Londres. Néanmoins, les désillusions des électeurs vis-à-vis du SNP ont permis au parti travailliste de reprendre des positions dans le « *Tartan Wall* », où se trouvent les territoires à l'abandon. La volatilité des électeurs de ces territoires traduit un mécontentement général des électeurs de la *Central Belt* anciennement industrialisée et appauvrie, à qui les partis au pouvoir n'offrent pas de solution à long terme⁸¹.

En Irlande du Nord, l'identité locale ou nationale est plus ancrée que dans le reste du Royaume-Uni, du fait du conflit entre communautés catholiques nationalistes et protestants unionistes⁸². En outre, les enjeux politiques sont différents du reste du Royaume-Uni. Les résultats du référendum de 2016 sur le Brexit au nord de Belfast et dans le district de Derry et Strabane, montre que la population est majoritairement pour le maintien dans l'Union Européenne. En effet, la population est majoritairement d'origine catholique et irlandaise, ce qui explique son attachement à la libre-circulation et au marché unique avec la République d'Irlande, ainsi que sa méfiance vis-à-vis de Londres. Plus récemment, l'élection générale de 2024, le parti Sinn Féin, qui milite pour l'unification avec la République d'Irlande avant 2030 par référendum⁸³, a réussi à remporter la majorité des circonscriptions dans le nord de Belfast et dans le district de Derry & Strabane⁸⁴. En se présentant comme un parti « antisystème » qui lutte contre les vieux partis, le Sinn Féin est parvenu à capter les voix des territoires en déshérence à prédominance catholique et irlandaise de l'Ulster.

La mise sous perfusion de ces territoires en déshérence

Au tournant des années 2000, plusieurs régions britanniques, particulièrement dans le nord de l'Angleterre, au Pays de Galles et en Écosse, étaient reconnues comme en proie à la déshérence. Ces territoires étaient en effet marqués par le déclin économique, social et industriel depuis longtemps déjà, conséquence avérée de la désindustrialisation amorcée dans les années 1980 sous le gouvernement de Margaret Thatcher. La fermeture massive des mines, des usines sidérurgiques et des industries lourdes a laissé des agglomérations entières du pays en proie à un chômage de masse, à la pauvreté et à une marginalisation de plus en plus importante par rapport à des régions plus dynamiques, telles que Londres et le sud-est de l'Angleterre. Face à cette fracture territoriale croissante, reflet des écarts entre un centre prospère et une périphérie laissée à l'abandon, les gouvernements successifs ont mis en place divers programmes et

⁸⁰ « 2015 UK General Election: Scottish results », BBC News, 8 mai 2015.

⁸¹ « 2024 UK General Election results by region », BBC News, 7 mai 2024.

⁸² « Northern Ireland's Poverty and Deprivation Levels Mapped », BBC News, 24 juin 2016.

⁸³ Irlande du Nord : les dirigeants du Sinn Féin annoncent un référendum sur l'unification avec l'Irlande avant 2030.

⁸⁴ « Northern Ireland Election Results 2024: Regional Breakdown », BBC News, 11 décembre 2024.

politiques publiques destinés à revitaliser ces zones, bien que leurs effets aient été, et soient encore aujourd'hui, très mitigés.

Les premières mesures significatives ont été introduites sous le gouvernement travailliste de Tony Blair (1997-2007). Les travaillistes, attachés à une vision plus égalitaire de développement territorial, ont lancé les *Regional Development Agencies* (RDA) en 1998. Ces agences régionales de développement avaient pour mission de dynamiser les économies locales dans les différentes zones du centre et du nord de l'Angleterre, en attirant les investissements, en finançant des infrastructures modernes et en soutenant la formation des travailleurs dans des secteurs en déclin. Ces agences ont en revanche été abolies en 2010, en raison du changement dans les priorités politiques de la coalition (entre le Parti conservateur et les Libéraux-Démocrates) au pouvoir – suivant la volonté de réduire les dépenses publiques et de recentrer les politiques économiques sur des approches plus locales.

En parallèle, Blair, et son successeur Gordon Brown, ont encouragé la décentralisation du pouvoir à travers des « *devolution deals* », en accordant des pouvoirs plus importants aux parlements régionaux du Pays de Galles, d'Écosse et d'Irlande du Nord. Cette stratégie visait à donner à ces régions les moyens nécessaires à l'élaboration de leurs propres réponses aux défis économiques et sociaux sur le terrain, se plaçant dans une approche d'élaboration des politiques publiques dite « *bottom-up* ». Mais alors qu'il introduit une possibilité d'élire directement les maires des métropoles de province pour rendre les services locaux plus efficaces et faciliter l'intégration des infrastructures, le projet a été abandonné en 2004, après l'échec du référendum local dans la région nord-est⁸⁵.

La politique de soutien aux régions lésées a cependant pris un nouveau tournant sous le gouvernement conservateur de David Cameron, arrivé au pouvoir en 2010. La majorité des partis politiques évoquent davantage qu'auparavant la nécessité de retrouver un équilibre économique entre le nord et le sud du pays. Dans un contexte d'austérité et donc de réduction des dépenses publiques – à la suite de la crise financière de 2008 –, Cameron a en effet aboli les RDA, les jugeant trop coûteuses et inefficaces. Pour les remplacer, le leader conservateur a alors introduit les « *City Deals* ». Ces derniers déléguaient davantage de pouvoirs aux grandes agglomérations, comme Manchester et Liverpool, tout en offrant des financements conditionnés à des projets spécifiques d'infrastructure et d'innovation. Cette politique a ensuite été élargie avec la stratégie du *Northern Powerhouse*, pilotée par George Osborne, alors chancelier de l'Échiquier. L'objectif de ce programme était de faire du nord de l'Angleterre un contrepoids économique à Londres, notamment par un programme de développement des transports ferroviaires régionaux, des infrastructures et des investissements dans la région. Le but poursuivi était de faire en sorte que par leur rapprochement, les grandes villes du nord atteindraient une puissance économique comparable à celle de Londres. Bien que poursuivie par le gouvernement de Theresa May, cette approche a toutefois été critiquée pour son caractère trop limité et son manque d'impact dans les zones rurales et les petites villes.

Principalement en cause, la limitation des ressources accordées à cette ambition de développement. En effet, les régions du nord de l'Angleterre reçoivent historiquement moins de fonds publics par habitant que Londres et le sud-est. À titre d'exemple, on constate un déficit

⁸⁵ P. Schnapper, E. Avril, « Chapitre 5. La remise en cause du modèle néolibéral », dans *Où va le Royaume-Uni ? Le Brexit et après*, 2019, p. 117-138.

persistant d'environ 1 500£ par habitant pour le nord par rapport aux zones les mieux financées du pays, ce qui correspond à un manque d'environ 21 milliards £ par an pour égaliser ces investissements⁸⁶. Cet écart a limité les ambitions du programme de rééquilibrage économique, notamment en ce qui concerne le développement des infrastructures et de l'industrie dans ces régions. Ainsi, en pratique, le discours prônant de rééquilibrer l'économie vers le nord et vers le secteur de l'industrie n'a eu que très peu d'effets. En témoigne la croissance économique, qui reste très largement tributaire des services, au détriment de l'industrie. En outre, il n'y a pas eu de programme significatif d'investissements publics ciblant certains secteurs ou régions, ni même de remise en cause des politiques d'austérité à proprement parler, dont les effets ont pourtant exacerbé ces déséquilibres.

Plus récemment, sous le gouvernement de Boris Johnson, les politiques dites de revitalisation régionale ont pris une importance nouvelle, sous la bannière du programme « *Levelling Up* ». Promesse phare du manifeste conservateur lors des élections législatives de 2019, ce projet ambitionnait de réduire les inégalités régionales en augmentant les investissements publics dans les infrastructures, les services publics et l'éducation, en se focalisant sur les régions « déshéritées ». Créé en 2021, le *Levelling Up Fund* est ainsi conçu pour financer des projets locaux visant à transformer les centres-villes délabrés, améliorer les connexions de transport et, plus généralement, soutenir les économies locales. Malgré des annonces plus qu'ambitieuses, le programme a été violemment critiqué pour son caractère fragmentaire, avec des allocations budgétaires perçues comme insuffisantes pour traiter les causes structurelles du déclin régional. En somme, durant la « décennie d'austérité »⁸⁷ (entre 2010 et 2020), l'exécutif britannique mené par les conservateurs a drastiquement réduit la dépense publique afin de réduire la dette de l'État, nourrie par les programmes de soutien aux banques et à l'économie instauré lors de la crise financière de 2008. Les politiques de revitalisation des territoires n'ont donc, en réalité, eu presque aucun impact⁸⁸, montrant ainsi la déconnexion évidente entre les dirigeants et la population. Ainsi, la longue période de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, survenue en parallèle de l'épidémie de Covid-19, a mis en lumière les fragilités du pays tout en révélant certaines des ressources sur lesquelles il pouvait s'appuyer⁸⁹. Les politiques néolibérales mises en œuvre depuis les années 1980 ont largement contribué à l'affaiblissement de l'État providence, rendant le pays plus exposé aux fluctuations économiques. Par ailleurs, il semble que l'absence de constitution formelle engendre un certain flou institutionnel, mais offre également au Royaume-Uni une capacité d'adaptation rapide aux aléas politiques et économiques que connaît le pays⁹⁰.

Les résultats mitigés des tentatives de relance de l'économie

⁸⁶ Craig Berry, Arianna Giovannini, « Developing England's North: The Political Economy of the Northern Powerhouse », Palgrave, 2018.

⁸⁷ C. Fourton, « Les classes sociales sont très marquées au Royaume-Uni », Le Royaume-Uni, un pays en crises ? 2021, p.75-82.

⁸⁸ J. Tobin, « Inequalities of region and place », House of Lords, Library Briefing, octobre 2021.

⁸⁹ C. Fourton, « Le Régime social britannique à l'heure du Brexit, entre complexité constitutionnelle et incertitude politique », dans Revue française de civilisation britannique, 2021.

⁹⁰ Ibid.

Dans le cadre de cette « mise sous perfusion » de certains territoires britanniques en déshérence, les objectifs poursuivis avec la mise en œuvre de l'ensemble des politiques de revitalisation étaient multiples. Il s'agissait d'abord de relancer l'économie des régions marginalisées, en réduisant leur dépendance aux industries en déclin et en attirant de nouvelles entreprises. Ceci répondait en particulier aux conséquences de la désindustrialisation, qui avait entraîné la fermeture massive des mines, des aciéries et d'autres industries lourdes – autrefois fleurons des régions du nord – dans les années 1980-1990, créant ainsi un chômage massif et une forme d'abandon de la part des autorités publiques.

Nombre de ces politiques s'inscrivaient également dans une tentative de réduire l'impact de la centralisation excessive du pouvoir britannique⁹¹, dans la mesure où l'économie nationale est centrée à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre, créant un déséquilibre important. À ce titre, il est à noter qu'à elle seule, la capitale concentre près de 30 % du PIB britannique, tandis que certaines régions ont vu leur PIB stagner ou décliner.

Ensuite, les gouvernements visaient à réduire les inégalités sociales et économiques, en offrant aux populations locales des opportunités d'emploi et d'éducation. En effet, dans un contexte de déclin démographique et social important, les jeunes actifs avaient tendance à migrer vers les grandes villes, plus attractives, et les infrastructures subissaient une grande dégradation, tout comme les logements et les services publics dans ces régions.

Enfin, ces politiques cherchaient également à répondre aux frustrations politiques croissantes exprimées dans ces territoires, notamment à travers le vote pour le Brexit, qui a illustré un ressentiment envers le gouvernement central et une perception d'abandon. En somme, l'objectif était de remédier aux fractures économiques et sociales qu'avaient induites la désindustrialisation et la centralisation économique autour de la capitale londonienne.

Malgré ces efforts, les résultats ont été inégaux et, plus généralement, mitigés. Certaines régions, comme Manchester et Liverpool, ont bénéficié d'une véritable transformation grâce à ces investissements, devenant des pôles culturels et économiques dynamiques grâce à des investissements massifs. D'autres, notamment dans les zones rurales ou certaines petites villes industrielles, restent confrontées à un chômage élevé, une pauvreté persistante et un manque d'accès à des infrastructures modernes. Les politiques mises en place n'ont pas aidé à diminuer les inégalités qu'elles avaient pour objectif d'atténuer. Par exemple, les « zones franches » n'ont que rarement généré le nombre d'emplois escomptés et souvent, la reconversion économique des travailleurs s'est montrée très insuffisante, les programmes de formation n'ayant été que partiellement mis en place. Ces stratégies successives de revitalisation ont ainsi fait, et font encore, l'objet de nombre de critiques. Certains, parmi lesquels nombre de membres de l'opposition, accusent ces politiques de n'être que des « perfusions sans plan »⁹², un saupoudrage de fonds sans réelle stratégie globale réfléchie. D'autres font remarquer que les inégalités restent largement marquées entre Londres et les régions déshéritées, la croissance bénéficiant davantage aux centres urbains modernisés qu'aux zones rurales. Il est enfin à souligner le manque d'investissements suffisants à destination des infrastructures locales de transport – qui sont pourtant un facteur de croissance important pour les régions isolées –, freinant l'essor et le développement de certaines régions. En somme, si les politiques de mise « sous perfusion » des

⁹¹ D. Henderson, A. Paun, B. Allen, M. Mitchell, « English Devolution », Institute for Government, mars 2023.

⁹² P. Hunter, « The unspoken decline of outer London », The Smith Institute, novembre 2018.

régions ont permis des améliorations localisées, elles n'ont pas suffi à combler la fracture territoriale qui demeure l'un des défis structurels majeurs du Royaume-Uni.

Une certaine défiance à l'égard de l'action politique

Les politiques mises en œuvre en Grande-Bretagne pour faire face aux problèmes que connaissent les territoires en déshérence connaissent différentes limites, impliquant qu'elles répondent rarement aux objectifs fixés. L'une des raisons principales de cette inefficacité semble être la déconnexion entre le politique et le peuple. En effet, en 2017, une étude de la *Hansard Society* montrait que plus de 60 % des électeurs britanniques reprochaient aux parlementaires de ne pas bien les représenter, de ne pas suffisamment contrôler l'utilisation de l'argent public ou d'en faire un mauvais usage⁹³. L'étude faisait également apparaître que les citoyens considéraient que les politiques territoriales mises en place par le gouvernement ne les protégeaient pas suffisamment contre les risques de pauvreté, en particulier dans le nord du pays, qui souffre encore aujourd'hui de la désindustrialisation. En outre, l'issue du référendum sur le Brexit ainsi que les résultats des élections législatives de 2017 témoignent d'un rejet de la population des effets des politiques économiques et sociales menées depuis les années 1980, les gouvernements successifs ne parvenant pas à parer aux inégalités territoriales. Le résultat du Brexit montre ainsi la frustration de ceux qui ont voté en sa faveur, des « laissés-pour-compte de la mondialisation et de l'austérité »⁹⁴. À ce titre, une étude du *UK in a Changing Europe*⁹⁵ montre que les districts ayant exprimé un fort soutien au Brexit ont subi des pertes économiques plus importantes depuis le référendum de 2016.

Au-delà du sentiment de déconnexion entre les politiques britanniques et la population, un autre élément venu limiter les effets de l'intervention publique peut se trouver dans les aléas économiques subis par le pays. En effet, la crise financière de 2008, qui fait suite à l'éclatement des *subprimes* aux États-Unis, a particulièrement touché la Grande-Bretagne, notamment à cause du poids de son secteur financier et de son ouverture à la mondialisation. En 2010, pour faire face aux effets de la crise, le parti conservateur rejette toute réponse à caractère keynésien et promeut une réduction massive des dépenses publiques pour produire une reprise de la croissance. Ces importantes réductions de dépenses ont surtout touché les dépenses sociales (excepté dans le domaine de la santé), les allocations pour handicapés, mais également les collectivités territoriales.

En outre, la crise et les politiques d'austérité qui l'ont suivie ont également renforcé les divisions territoriales en Grande-Bretagne, creusant ainsi l'écart entre le nord anciennement industriel et appauvri et le sud davantage prospère. Déjà dans les années 1980, la fracture territoriale était déjà un sujet éminemment politique, en particulier à cause de l'effet régional des politiques mises en place par Margaret Thatcher. À titre d'exemple, la grève des mineurs (1984-1985) avait montré l'écart de plus en plus important entre le nord, qui subissait le déclin de l'industrie, et le gouvernement conservateur situé dans la capitale londonienne et donc loin des problèmes.

⁹³ R. Fox, J. Blackwell, « Audit of Political Engagement 14 », The Hansard Society, 2017.

⁹⁴ P. Schnapper, E. Avril, « Chapitre 5. La remise en cause du modèle néolibéral », dans *Où va le Royaume-Uni ? Le Brexit et après*, 2019, p. 117-138.

⁹⁵ *UK in a Changing Europe, Exacerbating regional inequalities: the economic impact of Brexit*, analyse, 6 août 2020.

Encore aujourd'hui, les indices économiques montrent le fossé persistant entre la périphérie délaissée et le centre prospère⁹⁶.

Certains signaux, directement envoyés par la population, témoignent de l'inefficacité de longue date de l'intervention publique en Grande-Bretagne. L'une des preuves de ses limites est en effet le développement, d'abord du syndicalisme, puis d'autres formes d'organisation collective et de mouvements sociaux. Érigé en quasi-symbole au Royaume-Uni, le syndicalisme y est en effet très présent. Son taux atteignait plus de 50 % lors de l'élection de Margaret Thatcher et, même s'il n'a cessé de diminuer depuis, il demeure largement plus élevé qu'en France. En 2019, par exemple, 23,5 % des travailleurs britanniques étaient membres d'un syndicat, contre seulement 11 % en France. Cette tendance propre à la Grande-Bretagne illustre ainsi le mécontentement d'une frange de la population à l'égard de l'intervention publique, considérée comme insuffisante, voire complètement absente. En cela, les piquets de grève ont longtemps été le mode d'action central pour témoigner de son mécontentement dans le pays. En revanche, l'ère thatchérienne a initié un programme anti-syndicaliste très fort, repris (et parfois amplifié) au grès des gouvernements, limitant ainsi une action syndicale en déclin aujourd'hui. En revanche, la prégnance du syndicalisme au Royaume-Uni a œuvré au développement d'une véritable culture, voire conscience, de classe chez les Britanniques. Une culture populaire aux références communes qui perdure encore aujourd'hui.

Le syndicalisme côtoie également d'autres modes d'organisation collective, touchant eux aussi aux institutions de l'État social, mais dont le point de ralliement n'est pas le collectif de travail. À titre d'exemple, un grand mouvement de personnes handicapées est né à la fin des années 1970. Leur but était que les pouvoirs publics prennent mieux en charge le handicap, en matière de conditions de vie, d'infrastructures mais aussi d'accès au travail. En 2010, les organisations collectives centrées sur le handicap connaissent un nouveau souffle avec *Disabled People Against the Cuts* (DPAC). Le mouvement dénonce la marginalisation croissante des handicapés par le gouvernement Cameron-Clegg en réduisant leurs moyens de subsistance. On peut également citer le collectif Sisters Uncut qui, 100 ans après les Suffragettes (1910), dénonce la fermeture des établissements d'accueil pour femmes victimes de violence conjugale, en raison de restrictions budgétaires.

Vers une fin du subventionnement

De premiers signes du déclin de la situation économique et budgétaire du Royaume-Uni apparaissent dans les années 1960. Les gouvernements successifs, conservateurs et travaillistes, ne parviennent pas à établir de politique économique cohérente sur la décennie. Ainsi, le gouvernement conservateur lance un plan quinquennal sur la période 1961-1966 visant une croissance économique de 4% par an en moyenne⁹⁷. La politique de relance menée en 1962 a porté la croissance à 7%, mais au prix d'une inflation accrue et d'une dégradation de la balance commerciale. C'est finalement le gouvernement travailliste qui doit mettre en place une politique de déflation, à partir de 1964. Un nouveau plan est mis en place sur la période 1965-1970, mais voit ses objectifs révisés. Une des raisons du début du déclin économique britannique est sa perte

⁹⁶ Office for National Statistics, Regional Economic Activity by Gross Domestic Product, UK: 1998 to 2022, 24 avril 2024.

⁹⁷ « L'économie britannique en crise : 1949-1974 », Statistiques et études financières, n°24, 1976.

de compétitivité à l'internationale, et en particulier auprès des pays industrialisés. En effet, la part du Royaume-Uni dans les importations en provenance des pays industrialisés de plusieurs pays européens perd plusieurs points. Par exemple, sur la période 1959-1974, la part du Royaume-Uni dans les importations de la RFA en provenance de pays industrialisés passe de 9,7% à 5,7%. Dans les importations françaises et néerlandaises issues des pays industrialisés, la part du Royaume-Uni diminue respectivement de 2,1 et 3,8 points sur la même période. Cette perte de compétitivité s'explique par l'orientation des échanges du pays avec les autres pays du Commonwealth, et nécessiterait une reconversion de l'appareil industriel. Or, une telle reconversion aurait requis une dévaluation de la livre sterling, ce que les autorités publiques des années 1960 ont refusé.

Ce refus est acté sous la gouvernance de Margaret Thatcher à partir de 1979, au cours de laquelle les politiques d'austérité budgétaire et monétaire n'ont jamais permis les dévaluations nécessaires à la prospérité industrielle britannique⁹⁸. D'autant plus que la situation macroéconomique du Royaume-Uni ne permettait une telle prospérité. En effet, les années 1970 sont marquées par la stagflation, la faible croissance de la productivité et l'augmentation du chômage. Les gouvernements travaillistes de Harold Wilson et de James Callaghan ne parviennent pas à juguler l'inflation. C'est dans ce contexte qu'intervient la politique économique anti-inflation de Margaret Thatcher, qui s'est traduite par des mesures de politiques monétaire et budgétaire d'austérité, ainsi que des privatisations⁹⁹. Ainsi, Margaret Thatcher privatise les secteurs de l'énergie (Britoil, British Gas), des transports routiers et aériens (British Airways), des activités industrielles (British Aerospace, Jaguar, British Leyland, Rolls Royce, British Steel), ou encore des télécommunications, avec l'introduction en bourse de British Telecom en 1984, la plus grande privatisation de l'histoire mondiale. En octobre 1986, Margaret Thatcher dérégule les marchés financiers britanniques : suppression des commissions fixes sur les transactions de titres, privatisation de la bourse de Londres, ou encore autorisation pour les entreprises de représenter les investisseurs et à exécuter des transactions de gros¹⁰⁰. Ces politiques ont grandement bénéficié au secteur financier, au détriment du tissu industriel britannique. Après elle, le Premier ministre Major continue la privatisation des services publics (chemins de fer, distribution d'eau) et des charbonnages.

Entre les années 1990 et 2008, le Royaume-Uni rattrape son retard économique par rapport aux Etats-Unis et aux pays européens, grâce aux secteurs immobiliers et financiers. Or, ce sont précisément ces secteurs-ci qui sont mis à mal en 2008, à la suite de la crise des subprimes, entraînant une récession de 5% de son PIB. Par ailleurs, peu avant cette crise, le Royaume-Uni se place sous la dépendance étrangère dans le secteur énergétique. Considérant la réduction de ses réserves de gaz et faute d'une industrie nucléaire dynamique, le Royaume-Uni devient importateur net d'électricité et de gaz à partir de 2004 et 2005¹⁰¹.

La situation macroéconomique actuelle du Royaume-Uni est précaire. Auparavant relativement stable, la dette publique britannique croît significativement sur la période 2008-2019, passant de 36,3% à 85,7% du PIB. La crise du covid 19 et la crise énergétique de 2022 ont amplifié le phénomène, si bien que la dette publique britannique avoisine désormais les 98,3% du PIB. Trois

⁹⁸ « Le modèle britannique (1979-1986) », Revue française d'économie, 1988.

⁹⁹ « La politique économique de Margaret Thatcher, 1979-1986 », Revue Politique Étrangère, 1986.

¹⁰⁰ « Big Bang: Meaning, History, Consequences », Investopedia, 22 juin 2023.

¹⁰¹ « Les transitions énergétiques, un outil historique de la puissance britannique », Le Grand Continent, 22 avril 2021.

facteurs peuvent expliquer l'état actuel de la dette britannique : l'accumulation des soldes primaires depuis 2008, les effets du taux d'intérêt ajusté à la croissance et les ajustements stocks-flux¹⁰². Parmi ces trois facteurs, c'est l'accumulation des déficits publics britanniques qui explique à plus de 75% la dette britannique. Celle-ci commence après 2008 et la chute du PIB, qui entraîne une part plus importante des dépenses publiques par rapport au PIB. Suite à cela, le gouvernement britannique s'engage dans des politiques d'austérité¹⁰³. Parmi les dépenses sur les périodes 2010-2011 et 2015-2016, demeurent intactes les dépenses du NHS, des écoles et du ministère de l'Énergie et du Changement Climatique. Sont affectées par les réductions budgétaires les ministères de la Justice, du Travail et des Retraites, et les subventions aux autorités locales. Les réductions affectent ces ministères de plus d'un tiers. D'autres ministères ont vu leur budget réduit de plus de 25%.

Quant à la croissance du Royaume-Uni, celle-ci gravite autour de 2% en moyenne sur la période 2010-2019, après une chute à -4,6% en 2009. Toutefois, en 2020, la croissance britannique plonge à -10,4%. En 2023, le Royaume-Uni n'a pas rattrapé son niveau de production de 2019¹⁰⁴. Plusieurs facteurs expliquent cela. Les principaux facteurs sont exogènes. Parmi eux figurent la crise de 2008, la crise du covid et enfin la crise énergétique en 2022. Quant aux facteurs endogènes, ceux-ci sont moins importants mais ne sont pas négligeables pour autant. Les incertitudes liées au Brexit qui découragent les IDE vers le pays, la faible productivité des facteurs de production du Royaume-Uni et les politiques d'austérité de la décennie 2010¹⁰⁵.

Mécanismes de la réduction des subventions

La réduction des subventions est d'abord le résultat de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne et avait été dénoncé un an avant le Brexit. Ainsi, selon une étude menée en janvier 2019 par la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM), le fonds britannique envisagé à l'époque pour « des villes plus fortes », destiné aux collectivités en difficulté, représentait alors seulement 10% du montant que le Royaume-Uni aurait reçu du Fonds européen de cohésion sur la même période¹⁰⁶.

Face à la perte des subventions européennes, le Royaume-Uni a finalement créé en avril 2022 le Fonds de prospérité partagée (UK Shared Prosperity Fund, UKSPF¹⁰⁷). Ce fonds est effectivement moins bien doté¹⁰⁸ que le fonds européen et, en outre, n'est pas pérennisé (financé uniquement pour la période 2022-2025). Finalement, les autorités anglaises indiquent qu'il sera prolongé pour une année de transition en 2025-26, pour un montant de 900 millions d'euros. Dans le même temps, Londres déclare son intention d'engager des réformes plus larges du financement de la croissance locale. Mais le contexte économique laisse peu de marge à un renforcement du

¹⁰² « Effects of the economy on public sector net debt, UK », Office for National Statistics, 10 mai 2024.

¹⁰³ « Recent cuts to public spending », Institute for Fiscal Studies, 1er octobre 2015.

¹⁰⁴ La France, qui a connu des trajectoires de croissance semblables, a rattrapé son niveau de production d'avant pandémie en 2022.

¹⁰⁵ « A decade and a half of historically poor growth has taken its toll », Institute for Fiscal Studies, 3 juin 2024

¹⁰⁶ Le budget attendu pour la période 2021-2027 était de 13 milliards d'euros. Source: « UK entitled to €13bn regional funding if it remains in EU », CPMR, janvier 2019

¹⁰⁷ L'organisme a pour objectif de niveler les opportunités, la prospérité et de surmonter les inégalités géographiques profondément ancrées au Royaume-Uni. Source: « UK Shared Prosperity Fund: prospectus », gov.uk, août 2022

¹⁰⁸ Le budget est porté à 2,6 milliards d'euros pour la période 2022-2025. Source : « UK Shared Prosperity Fund allocations: methodology note gov.uk, 10 mai 2022.

dispositif : l'économie nationale est en berne (faible prévision de croissance et endettement à hauteur de 102% du PIB), tout comme l'économie locale (les collectivités locales font face à un déficit de financement de 4,3 milliards de livres pour 2025-26).

Alors que les contours de cette réforme n'ont pas été détaillés, trois axes semblent pouvoir guider une révision à la baisse du dispositif : le renforcement du ciblage des aides, la hausse des conditions d'octroi et l'impératif de la transition écologique (avec prise en compte des changements climatiques). En outre, et face au tarissement des finances, une meilleure implication des collectivités semble être une des clés de la cohérence du dispositif.

En effet, la décentralisation a déjà été privilégiée lors de la mise en application du nouveau régime de contrôle des subventions, distinct des normes européennes¹⁰⁹. Depuis lors, les autorités locales disposent d'une plus grande liberté pour accorder des subventions sans nécessiter d'approbation préalable de la part d'un organisme central, favorisant une réponse jugée plus rapide et plus adaptée aux besoins locaux.

En somme, la réforme du système des aides aux territoires au Royaume-Uni devrait être marquée par la baisse des ressources, la simplification administrative et l'autonomisation des collectivités locales. Mais de tels changements ne seront pas sans s'accompagner d'effets négatifs dans des territoires qui, habituellement largement subventionnés, sont restés dépendants aux aides et n'ont pas su profiter de cette manne financière pour se développer et se réinventer.

Conséquences pour les territoires en déshérence

La réforme des subventions pour les territoires en difficulté affectera le tissu social et économique de ces régions. Tout d'abord, du point de vue économique, il y aura vraisemblablement une diminution de l'investissement public. En raison de la baisse des aides et en raison des difficultés financières des collectivités précédemment évoquées, leur capacité d'investissement sera probablement réduite. Cela aurait pour effet de ralentir la revitalisation des territoires et pourrait déboucher sur une stagnation voire un déclin économique dans ces zones. En parallèle, il est à craindre que la baisse des ressources financières fragilise encore plus les associations locales, déjà fortement affectées par la forte inflation suite à la guerre en Ukraine¹¹⁰, alors qu'elles jouent pourtant un rôle crucial dans la fourniture des services d'intérêt général. Tout cela pourrait se traduire par une réduction des services offerts aux populations les plus vulnérables.

À ces conséquences économiques, s'ajouteraient des conséquences sociales. De fait, les territoires en difficulté pourraient connaître une aggravation des inégalités. La suppression des subventions risque ainsi de créer un déséquilibre entre les zones urbaines dynamiques et les zones périurbaines et rurales, où les ressources et les services pourraient devenir encore plus inaccessibles pour les populations défavorisées. Ce clivage aura également une incidence sur la cohésion sociale : avec l'affaiblissement des associations, il est à redouter une augmentation de

¹⁰⁹ « Le nouveau régime britannique de subventions : Quelle importance et quelle marche à suivre... », Gide, 17 mai 2021.

¹¹⁰ Près de 80 % des associations interrogées indiquent que les membres de leur communauté ont été gravement touchés par l'inflation.

Source : « Le Charities Resilience Index, un outil qui évalue la résistance des associations face à l'inflation », Carenews, 26 juin 2023.

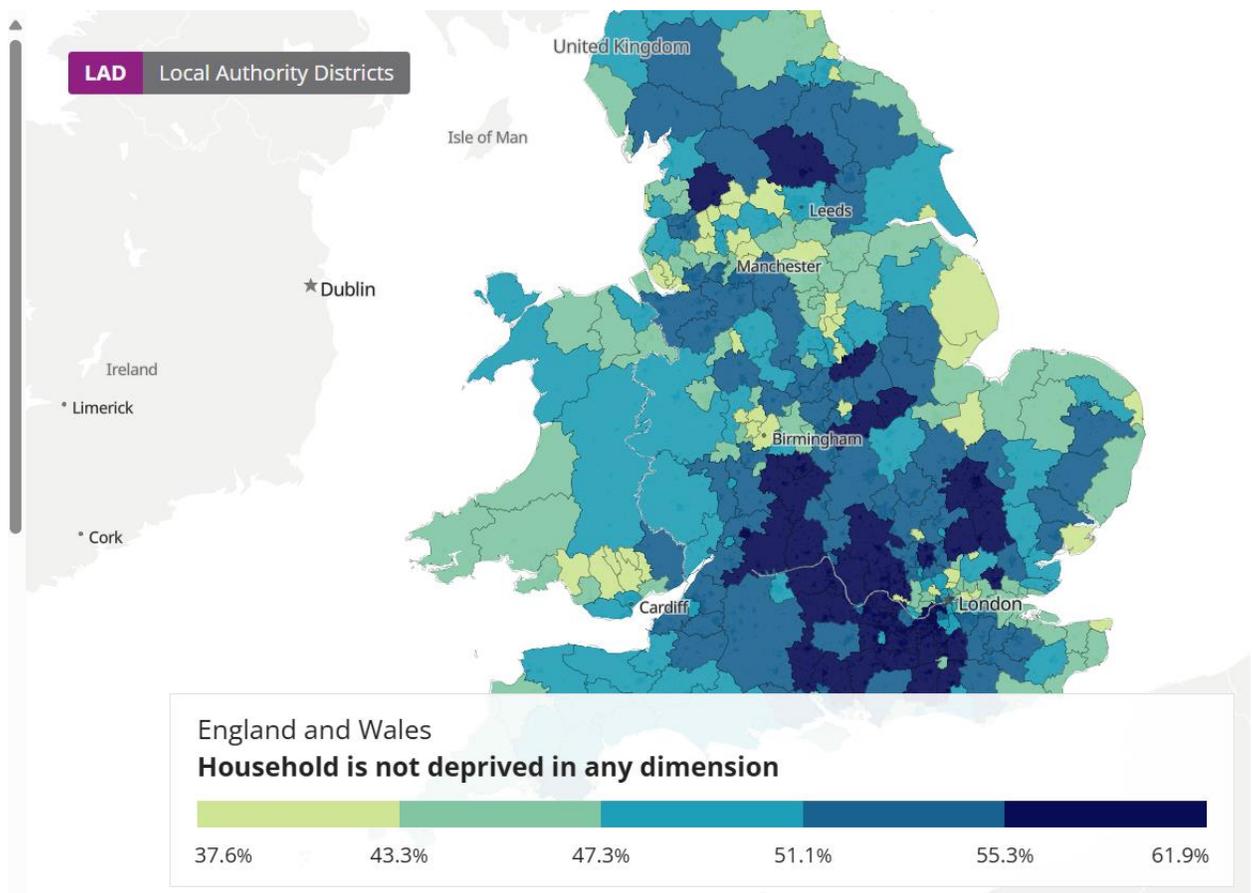
l'isolement social et la détérioration des liens intercommunautaires s'accompagnant d'une hausse des tensions sociales.

Au total, les conséquences de l'abaissement des aides pourraient avoir des effets autrement plus importants que les gains espérés créant des crises supplémentaires dans un pays qui reste fortement ébranlé par les politiques d'austérité post 2008, le Brexit, la crise du Covid et la phase inflationniste.

Un cercle vicieux de la dégradation sociétale dans les régions pauvres

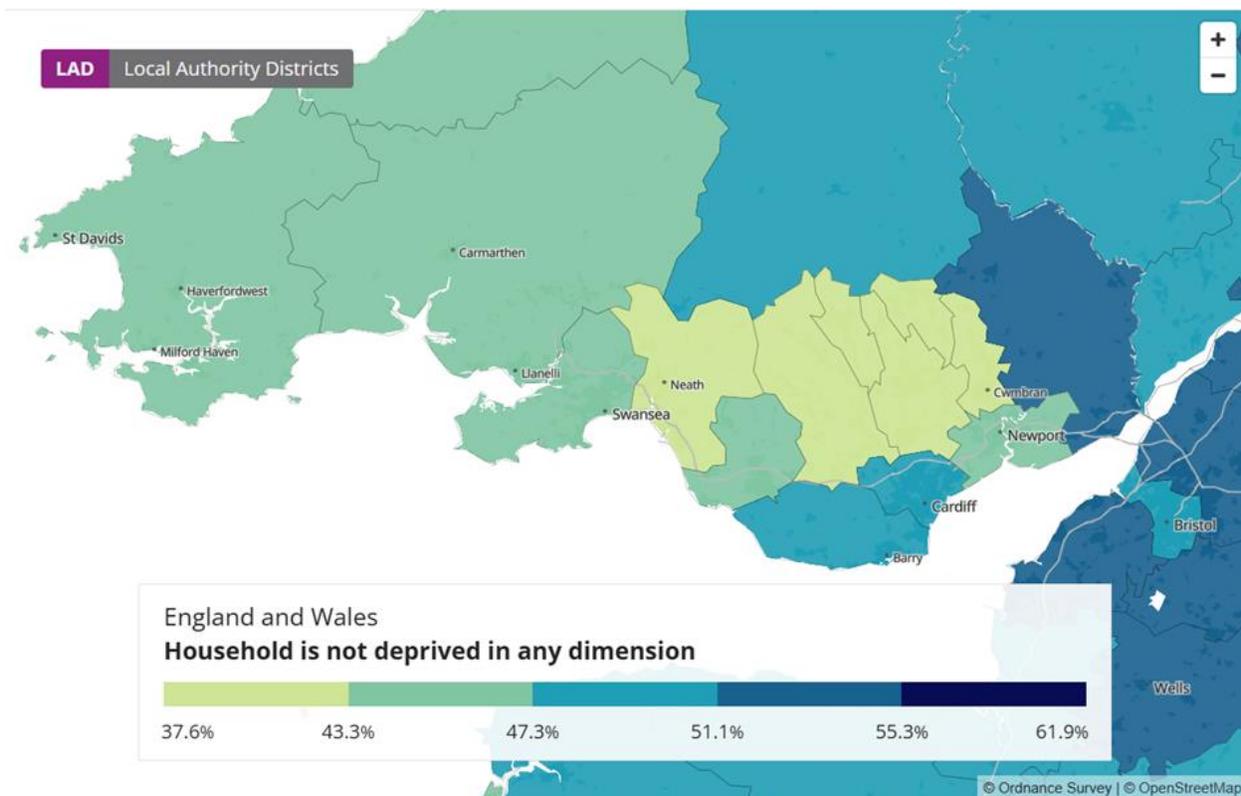
La société britannique est traversée d'antagonismes et de contradictions, trouvant leurs racines dans les inégalités territoriales, les crises économiques successives et l'échec des politiques publiques britanniques. La désindustrialisation des territoires britanniques a dévitalisé la plupart des pôles industriels historiques du pays, créant ainsi les conditions sociales propices au développement des antagonismes sociétaux actuels. Les divisions, de natures géographiques et communautaires, contribuent à la remise en cause du multiculturalisme et des partis politiques traditionnels. En parallèle, les politiques d'aides publiques sont inégalement appliquées sur le territoire britannique. N'étant que peu efficaces, elles placent les régions les plus pauvres sous perfusion d'argent public. Enfin, considérant la dégradation de long-terme de l'économie, accentuée par les crises de 2008, 2020 et 2022, le budget britannique est amené à se contracter. De ce fait, la réduction des aides publiques semble inévitable. Les conséquences seraient désastreuses pour les régions en déshérence, et pourraient contribuer derechef à la crise sociétale britannique.

Annexes



[Carte d'Angleterre et du Pays de Galles montrant les ménages selon qu'ils ne connaissent aucun des facteurs de pauvreté en 2021¹¹¹ \(dernier recensement\)](#)

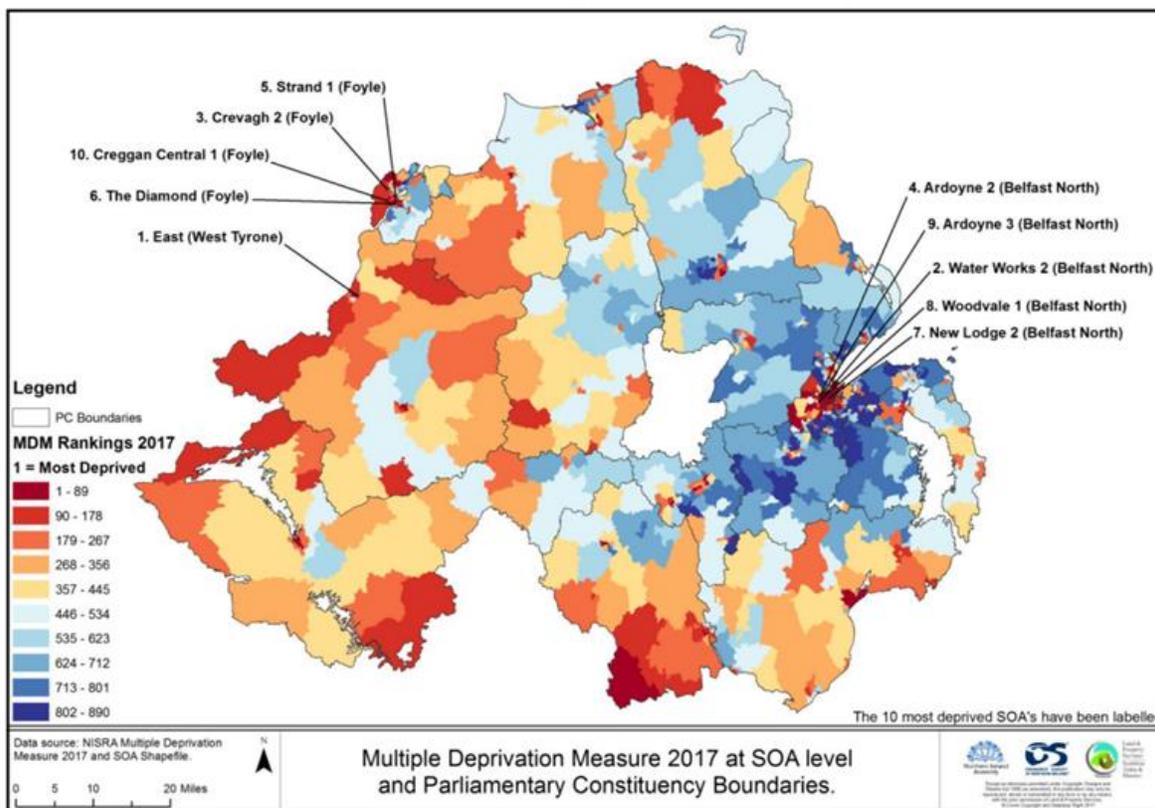
¹¹¹ <https://www.ons.gov.uk/census/maps/choropleth/population/household-deprivation/hh-deprivation/household-is-not-deprived-in-any-dimension>



[Carte du sud du Pays de Galle montrant les ménages selon qu'ils ne connaissent aucun des facteurs de pauvreté en 2021¹¹² \(dernier recensement\)](#)

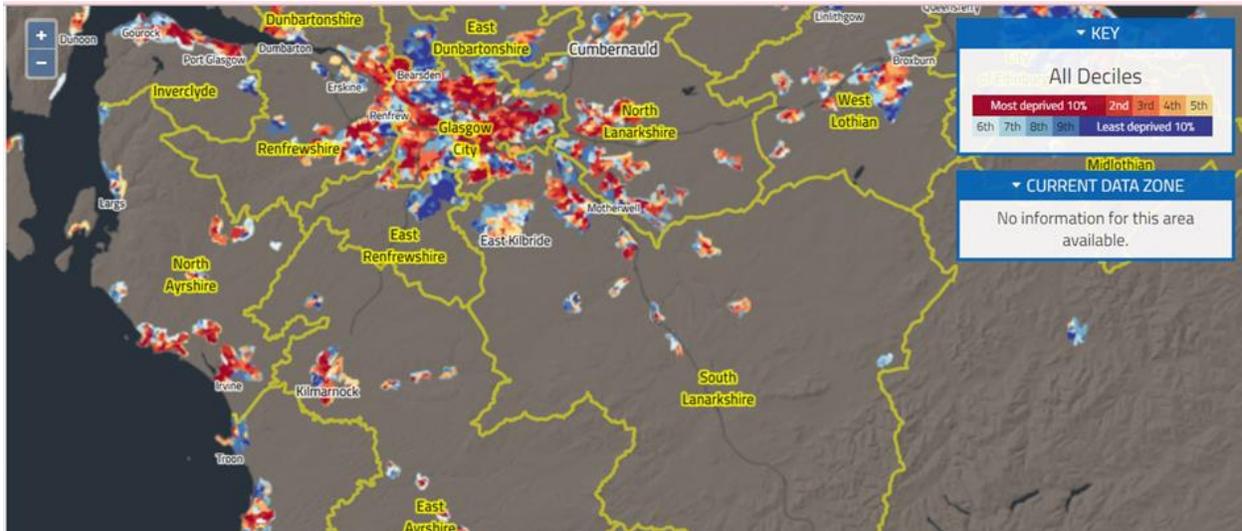
¹¹² <https://www.ons.gov.uk/census/maps/choropleth/population/household-deprivation/hh-deprivation/household-is-not-deprived-in-any-dimension>

Map 3.1 Overall Multiple Deprivation Measure 2017 by SOA



[Carte d'Irlande du Nord montrant les ménages selon qu'ils ne connaissent aucun des facteurs de pauvreté en 2017¹¹³ \(dernier recensement\)](https://www.nisra.gov.uk/statistics/deprivation/northern-ireland-multiple-deprivation-measure-2017-nimdm2017)

¹¹³ <https://www.nisra.gov.uk/statistics/deprivation/northern-ireland-multiple-deprivation-measure-2017-nimdm2017>



[Carte de la région de Glasgow montrant le taux de pauvreté selon les territoires en 2020¹¹⁴](#) (dernier recensement)



¹¹⁴ <https://simd.scot/#/simd2020/BTTFTT/9.375438615627269/-4.2250/55.6428/>